L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI, 29 JANVIER 1892.

PETITES ANNONCES.

DIVERS.

F. LUDUSHEY & Co., Imprimeurs, No 23 rue de l'Union entre Carondelet et St-Charles, Nouvelle-Orléans, Louisiane.

Etiquettes de Pharmacies, Imprimées et coupées depuis 25c. le mille. 12 mars—1 an

Le prix le plus élevé payé pour des meubles et antiques, glaces, desks, comptoirs, vitrines, ameublements de résidences. 46 rue Royale. 17 oct—1f

PERDU.

PERDU—Un sac de dame (satchel) contenant une assez forte somme d'argent, dans le parcours de coin Ursins et Royale à l'église St-Patrick. Une récompense libérale sera donnée à la personne qui le rapportera à Mme A. Leroy, coin Orléans et Royale. 28jan—1f

TROUVÉ.

TROUVÉS—Une montre et une chaine en or avec initiales. Le propriétaire peut les reclamer chez M. Casting, coin Bourbon et Ste-Anne, en payant les frais. 28jan—1f

A LOUER.

A LOUER—JARDIN DE BOUDRO, A MILNEBURG, (ne Ponchartrain — Vastes terrains et bâtiments, convenables pour un hôtel-restaurant et pour plusieurs familles. S'adresser à L. A. CHAPOTEL, coin Bourbon et Bienville. 19jan—7f

DEMANDES.

ON demande—A acheter tout ou partie d'un établissement de teinture et de dégraissage. S'adresser à "Dyer", a belle. 28jan—

ON demande—Une cuisinière pour une petite famille. S'adresser au No 291 rue Royale. 28jan—1f

ON demande—Des ouvrières en pantalons, à domicile. S'adresser 58 Decatur. 27 janv—2f

DEMANDE.—Une jeune personne, ayée de musique vocale et instrumentale à Boston, désirerait prendre pension dans une famille Française convenable, particulière, en échange de contre des leçons de musique. Références échangées par la poste. Adresser à J. B. West, No 272, rue Gravier, Nlle-Orléans. 23 jan—7f

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de H. C. Steinbeck.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 34,492.—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées à comparaître dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Charles F. Keils, administrateur de cette succession, ne serait pas homologué et le fonds distribué conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour. E. A. LUMINAIS, 28 jan—28—fév 2 6 Greffier

Succession de Dewitt C. Keils.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 34,526—Division B—Attendu que Charles F. Keils a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir décharge d'administrateur dans la succession de feu Dewitt C. Keils, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour. E. A. LUMINAIS, 27 jan—27 31—5 fév Greffier.

Succession de Mary Eliza Peake,

femme décédée de John F. Ford.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 34,172—Division B—Attendu que John F. Ford a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir décharge d'administration dans la succession de feue Mary Eliza Peake, femme décédée de John F. Ford, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour. E. A. LUMINAIS, 21 jan—21 26 30 Greffier.

Succession de Nicholas Linden.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 34,530—Division C—Attendu que Mme Elizabeth Clay, veuve de Nicholas Linden, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Nicholas Linden, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour. E. A. LUMINAIS, 21 janv—21 26 30 Greffier.

Succession de Joseph M. W. Feloe.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 34,570—Division C—Attendu que Mme Mary Feloe a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Joseph M. W. Feloe, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour. E. A. LUMINAIS, 16jan—16 21 24 Greffier.

Succession de Sophie Guillaud veuve en premier mariage de Jean Pacot et en second mariage de Jean d'Chevalier.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 34,751—Division A—Attendu que John B. Vinet, administrateur public, a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Mme Sophie G. Chevalier décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite opération.

Par ordre de la Cour. E. A. LUMINAIS, 16 jan—16 21 24 Greffier.

Succession d'Auguste Villermain.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans. No 33,748—Division B. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées à comparaître dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Charles F. Keils, administrateur de cette succession, ne serait pas homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour. E. A. LUMINAIS, 19jan—19 24 28 Greffier.

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE COUR CIVILE du District pour la Paroisse d'Orléans.—No 34,529—Division A.—Ordre de Cour.—Mornes ses créanciers.—Qu'une réunion des créanciers du susdit Jacques Morris Jacobs soit convoquée et tenue pardevant Wm R. Rogers, notaire public, en son bureau, No 127 rue Carondelet, en cette ville, le 25me jour de janvier 1892, à 11 heures A. M., dans le but de considérer et de délibérer sur la question de donner leur consentement pour un répit et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit débiteur soient suspendues, et que Branch E. Miller, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 19 décembre 1891.

Signé: N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme:

JAS. D RANKIN, Député Greff

7 janv— 3f en 30j

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE du District pour la paroisse d'Orléans.—No 34,574—Division —. Frederick G. Magnitz vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—La Cour considérant la pétition ici enregistrée, le compte et tableau et les addavitis annexés, la cour maintient et déclare valable la désignation de ses créanciers, qu'une réunion soit convoquée et tenue pardevant W. Morgan Gurley, notaire, le LUNDI, 25me jour de janvier 1892, à onze heures A. M., dans le but de nommer un syndic, il est de plus ordonné que toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit débiteur soient suspendues, il est de plus ordonné que la dite réunion se tienne ainsi par le présent autorité et pouvoir de Rizer les termes de vente de la propriété, des dettes, crédits et affaire du débiteur, de déterminer si la syndic nommé par la dite réunion devra donner sécurité, il est de plus ordonné que Calhoun Fisher, Esq., avocat, soit appointé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nlle-Orléans, 24 décembre 1891.

Signé: N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme:

JAS. D RANKIN, Député Greffier.

27 déc—3f en 30 janv

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE du District pour la paroisse d'Orléans.—No 34,575.—Division —. James M. Walsh vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la réunion des biens de James M. Walsh a son créancier, soit et est par le présent ordonné qu'une réunion des créanciers dudit James M. Walsh soit tenue pardevant Henry L. Garland, jr, notaire en cette ville, au bureau No 13 Commercial Place, le LUNDI 15me jour de février 1892, commençant à 11 heures A. M., afin d'aviser au syndic.

Nouvelle-Orléans, 11 janvier 1892.

Signé: F. LONGUE, Juge.

Pour copie conforme.

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

9 janv—3f en 15 fév

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE du District pour la paroisse d'Orléans—No 34,204—Division D—Charles Mathieu vs ses Créanciers.—Ordre de Cour.—Qu'une réunion ordonnée de tous les créanciers dudit Mathieu soit convoquée et tenue pardevant James Simonton, en son bureau, No 35 rue Carondelet, en cette ville, le LUNDI, 15me jour de février 1892, dans le but de considérer et de terminer et pour fixer le lieu, les termes et les conditions de la vente des propriétés foncières, rendues dans cette affaire et pour voter sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises.

Nouvelle-Orléans, 12 janvier 1892.

(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme:

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

13 janv—3f en 16 fév

Bureau de Garondelet Canal and Navigation Company, coin Villere et Conti lanes. (Vieux Bassin).—Nouvelle-Orléans, 20 décembre 1891.—Conformément aux sections 8 et 9 la charte de la compagnie, l'assemblée générale des actionnaires aura lieu au bureau de la compagnie, de 11 heures A. M. à 3 heures P. M., LUNDI, 18 de janvier 1892, afin de procéder à l'élection de neuf directeurs pour le service de l'année qui suivra.

Les transferts d'actions ne sont fait pendant les 10 jours précédant la date de l'élection.

E. HUARD, Secrétaire.

30 déc—1f par copie

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE COUR CIVILE du District pour la Paroisse d'Orléans.—No 34,529—Division —.—Ordre de Cour.—Mornes ses créanciers.—Qu'une réunion des créanciers du susdit Jacques Morris Jacobs soit convoquée et tenue pardevant Wm R. Rogers, notaire public, en son bureau, No 127 rue Carondelet, en cette ville, le 25me jour de janvier 1892, à 11 heures A. M., dans le but de considérer et de délibérer sur la question de donner leur consentement pour un répit et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit débiteur soient suspendues, et que Branch E. Miller, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 19 décembre 1891.

Signé: N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme:

JAS. D RANKIN, Député Greff

7 janv— 3f en 30j

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE du District pour la paroisse d'Orléans.—No 34,574—Division —. Frederick G. Magnitz vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—La Cour considérant la pétition ici enregistrée, le compte et tableau et les addavitis annexés, la cour maintient et déclare valable la désignation de ses créanciers, qu'une réunion soit convoquée et tenue pardevant W. Morgan Gurley, notaire, le LUNDI, 25me jour de janvier 1892, à onze heures A. M., dans le but de nommer un syndic, il est de plus ordonné que toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit débiteur soient suspendues, il est de plus ordonné que la dite réunion se tienne ainsi par le présent autorité et pouvoir de Rizer les termes de vente de la propriété, des dettes, crédits et affaire du débiteur, de déterminer si le syndic nommé par la dite réunion devra donner sécurité, il est de plus ordonné que Calhoun Fisher, Esq., avocat, soit appointé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nlle-Orléans, 24 décembre 1891.

Signé: N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme:

JAS. D RANKIN, Député Greffier.

27 déc—3f en 30 janv

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE du District pour la paroisse d'Orléans.—No 34,575.—Division —. James M. Walsh vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la réunion des biens de James M. Walsh a son créancier, soit et est par le présent ordonné qu'une réunion des créanciers dudit James M. Walsh soit tenue pardevant Henry L. Garland, jr, notaire en cette ville, au bureau No 13 Commercial Place, le LUNDI 15me jour de février 1892, commençant à 11 heures A. M., afin d'aviser au syndic.

Nouvelle-Orléans, 11 janvier 1892.

Signé: F. LONGUE, Juge.

Pour copie conforme.

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

9 janv—3f en 15 fév

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE du District pour la paroisse d'Orléans.—No 34,204.—Division D—Charles Mathieu vs ses Créanciers.—Ordre de Cour.—Qu'une réunion ordonnée de tous les créanciers dudit Mathieu soit convoquée et tenue pardevant James Simonton, en son bureau, No 35 rue Carondelet, en cette ville, le LUNDI, 15me jour de février 1892, dans le but de considérer et de terminer et pour fixer le lieu, les termes et les conditions de la vente des propriétés foncières rendues dans cette affaire et pour voter sur toutes autres affaires qui pourraient leur être soumises.

Nouvelle-Orléans, 12 janvier 1892.

(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme:

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

13 janv—3f en 16 fév

Tirage de la Loterie de l'Etat de la Louisiane.

POUR LE 18 JANVIER—CLASSE No 123

Tirage de 4 heures P. M.

51 17 7 55 58 29 20 66 90. 4 57 34 19 2

Les tirages ci dessus, publiés dans tous les principaux journaux, se font en public et sont ordinairement dans les salons de la Compagnie.

En témoignage nous apposons notre signature Ce 28 janvier 1892—4 heures P. M.

J. A. A. BOUSSEAU.

DAN. A. WILSON.

Commissaires.

Les plans de nos tirages quotidiens peuvent être vus en tout temps dans toutes nos succursales

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN MILLION DISTRIBUE.

L. S. L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public, et sa franchise a été reconnue comme faisant partie de la présente Constitution d'Etat de 1879, par un vote populaire énorme.

Devant continuer jusqu'au 1er janvier 1895.

Les grands tirages extraordinaires mensuels (Juin et Décembre) et les grands tirages à numéros et à fractions (Juillet) tous les autres dits mois de l'année, et ont tous lieu en public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.

Reconnue depuis vingt ans, pour l'intégrité de ses tirages et le prompt paiement des lots, ainsi qu'il suit:

Nous déclarons, par les présentes, que nos soussignés Banques et Banquiers paie ront tous les Lots gagnés dans les Loteries de l'Etat de la Louisiane, qui seront présentés à notre comptoire.

R. M. WALMSLEY, Pres. La Nat. Bank.
P. LANAUX, Prest. State Nat. Bank.
A. BALDWIN, Prest. N. O Nat. Bank.
CARL KOHN, Prest. Union Nat. Bank.

Grand Tirage Mensuel,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE ORLEANS,

MARDI, 9 FEVRIER 1892.

GROS LOT:

$300,000

100,000 Numéros dans l'Urne

LISTE DES LOTS

1 Lot de	$300.000, cett	$300,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
1 Lot de	25,000,	25,000
1 Lot de	10,000,	10,000
5 Lots de	5,000,	25,000
25 Lots de	1,000,	25,000
100 Lots de	500	50,000
200 Lots de	300,	60,000
500 Lots de	200,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION

100 Lots de	$500, cett	$50,000
100 Lots de	$300,	30,000
100 Lots de	$200,	20,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de	$100, cett	$99,900
999 Lots de	$100,	99,900

2,134 Lots se montant à....$1,034,600

PRIX DU BILLET:

Entier, $20; Demi, $10; Quart, $5; Dixième, $2; Vingtième, $1.

Prix pour les clubs, 95 fractions de billets de $1 pour $50.

TAUX SPECIAUX POUR LES AGENTS

AGENTS DEMANDÉS PARTOUT.

IMPORTANT.

ENVOYEZ L'ARGENT PAR L'EXPRESS A NOS FRAIS,

PAS MOINS DE CINQ PIASTRES,

Sur lesquelles nous paierons tous les frais et nous payons d'avance les frais d'express sur les BILLETS et les LISTES DE LOTS, envoyés à nos correspondants.

Adresses à PAUL CONRAD,

Nouvelle-Orléans, Lne.

Donnez l'adresse en plein et faites la signature lisible.

Le Congrès ayant passé sur bile définissant le service de la malle, NOUS EN LOTERIES, nous nous servons des Compagnies d'Express pour répondre à nos correspondants et pour envoyer les listes de tirés, malgré le fait que les Tribunaux aient reconnu NOS Opérés comme Exécution-ELLES. Les autorités postales américaines ont refusé de livrer toutes nos lettres BINAIRES adressées à Paul Conrad, mais nous ne l'en pas pervenir les lettres ENREGISTRÉES et nos Mandats-Poste.

Les listes officielles des tirés seront envoyées sur demande à tous les agents de localités après chaque tirage qui en auront besoin, et par Télégramme dans trois cas.

ATTENTION.—La Cour Suprême de l'Etat de la Louisiane a décidé le 27 avril 1891 que la question de maintenir la loterie en opération jusqu'en 1919 serait soumise au vote du peuple de cet Etat à une élection qui aurait lieu en avril 1892, ainsi qu'il en a été décidé par la Législature de l'année dernière.

L'élection qui aura lieu conformément au dit ordre et à la dite décision de la Cour Suprême dans le mois d'avril de l'année prochaine déclarera évidement si la loterie cessera ses tirages le premier mardi de janvier 1895, ou continuera de tirer jusqu'au 1er janvier 1919.

QUELLES QUE SOIENT LES CIRCONSTANCES, la loterie continuera ses tirages jusqu'au 1er janvier 1895.

Il y a tant de systèmes infâmes et malhonnêtes à vendre sur le marché pour tromper les vendeurs reçoivent d'énormes commissions, que les acheteurs doivent y faire attention, et se rappeler que LA LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE et par d'avance, s'en vendant la chance le mieux.

CHARTE

—DE LA—

People's Slaughter-House and Refrigerating Company.

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse d'Orléans. Ville de la Nlle-Orléans.

QUE LE SACHE, que le dixième jour d'octobre, de l'an de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt onze, et de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique le cent douzième, par devant moi, Joseph D. Taylor, notaire public dans et pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dument commissionné et qualifié, certifie par le présent que l'acte ci-dessous est une copie fidèle et exacte de l'acte primitif d'incorporation de People's Slaughter-House and Refrigerating Company, et du certificat de l'Auditeur des Hypothèques pour la paroisse d'Orléans attaché et enregistré dans les archives de mon notariat.

En témoignage de quoi, j'ai apposé ma signature et mon sceau de notaire dans la ville de la Nouvelle-Orléans, paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, ce dixième jour d'octobre, année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-onze.

Signé J. D. TAYLOR
Notaire Public.
12 oct—6 f en 20 j

ASSURANCES.

Conformément aux exigences de la Charte, la

Compagnie d'Assurances de la Nlle-Orléans

Publie l'état de situation suivant de ses affaires du 1er janvier au 31 décembre 1891:

Primes d'incendie		$190,280 36
Primes de rivières	2,194 64	$191,474 90
Primes acquises réservées de 1890		53,326 59
Total des primes		$244,801 39
A ajouter:		
Intérêts, loyers et ouvrages		$19,718 84
Recettes		$264,519 93
A déduire:		
Pertes de 1890, payées en 1891	6,672 46	
Pertes de 1891	90,267 46	
Pertes payées	$ 94,940 94	
Pertes ajustées et non ajustées	13,677 10	
Pertes totales	$108,218 04	
Primes remises, commissions, salaires, taxes, dépenses générales, Board of Underwriters, frais judiciaires, réassurances. Corps de Garde	98,786 78—	204,974 77
Bénéfice net		$59,545 16
A déduire:		
Primes non acquises Réserve pour 1892		51,054 90
Déficit		$ 1,479 90

La Compagnie s'établit suivant les prix du marché:

Argent dans les banques	$21,849 57
Billets en cours de collection	17,667 92
Primes entre les mains d'agents et en cours de transmission	10,223 16
200 actions de l'Association Mississippi	400 00
13 bons (Waterman's stended)	13,650 00
10 bons (Waterman's stended)	9,010 00
9 bons certificats ordinaires	9,000 00
16 bons de chemins de fer (extended)	16,960 00
55 bons consolidés (Crescent stended)	56,200 00
67 actions de la Banque Citizens, à $320 chacune	21,298 40
1 bon St. Bernard Steam Fire Company	20 00
53 consolidés, 4 pour cent de l'Etat de la Louisiane	37,400 00
200 actions de l'Association de Crédit Mutuel	18,000 00
200 actions de la New Orleans Gaslight Company	19,400 00
1 bon Fire Department Citizen Exchange	200 00
Billets appuyés, garantis par premières hypothèques sur propriétés foncières de la ville	23,853 15
Prêts sur demande, garantis par titres va sbles	3,475 00
Billet à recevoir en règlement de sinistre	2,449 89
Propriété foncière à la Nlle-Orléans, Pensacola, Etat de la Floride	45,001 00
Meubles de bureau, installations et coffre-forte	1,000 00
Intérêt à échoir	37 77
Dû par la N. O. Gas Light Company	5 00
Billets divers	2,567 66
Prêts sur billets garantis par titres	8,000 00
	$343,993 43

PASSIF

Fonds capital	$265,000 00
Primes non acquises	61,024 96
Dû pour remises	504 65
Pertes ajustées et non ajustées	13,677 10
Réclamations repoussées et en cour	3,907 45
Dividende déclaré en juillet 1891	$7,980 00
Mois montant payé	6,480 94
	1,499 06
Dividendes non réclamés	
	$345,612 22

L'état ci-dessus est une copie exacte et vraie des livres de la Compagnie.

(Signé) J. TUYES, Président.
G. HINCKS, Secrétaire.

Fait et signé sous serment pardevant moi, ce 20e jour de janvier 1892.

JAMES FAHEY, Notaire.

Nous soussignés, comité spécial nommé par le Bureau des Directeurs de la Compagnie d'Assurances de la Nouvelle-Orléans pour examiner l'actif de la dite compagnie sujet leur valeur actuelle sur le marché, déclarons qu'après un examen minutieux, l'évaluation du dit actif, telle que spécifiée ci-dessus, est réelle et juste.

H. LAROUSSINI,
JULES ANDRIEU,
GUSTAVE PITOT.

E. J. ROBERT, Vice-Président
DIRECTEURS.

Edw. J. Bobet,	Jules Tuyes,
Jules Andrieu,	E. J. Demarest,
H. Gully,	J. F. N. Baquié,
J. W. Hincks,	Gus Pitot,
Hypolite Larousssini,	L. Soards,
Charles Denis,	H. L. Taylor.
21 janv—1m	

The Southern Insurance Company of New Orleans.

(Compagnie d'assurances du Sud de la Nlle-Orléans.)

Neuvième Etat Annuel.

La Compagnie, conformément à sa charte publie l'état suivant de ses affaires pendant l'année finissant le 31 Décembre 1891:

Primes reçues:

Sur risques d'incendie.....$518,578 30
Sur risques de rivières..... 16 285 97
Sur risques de mer..... 8,243 85 $543,297 92

A ajouter:
Primes non acquises de 1890..... 133,231 10

Total des primes..... $676,439 02
A ajouter:
Intérêts et profits ss pertes..... 23,781 69

Revenu total..... $699,221 70

A déduire: Pertes payées—
Sur risques d'incendie..... 97,027 97
Commissions..... 81,955 60
Réassurances..... 47,130 78
Taxes et licences, y compris toutes les taxes arbitraires..... 17,924 41
Salaires des directeurs et agences, salaires, Board of underwriters, Fire Patrol, frais de Compagnies d'assurances et Machines Fire, frais judiciaires, etc..... 49,344 37

Total des débours..... $302,865 60

Surplus..... $196,256 10

Déduits—
Réservé pour risques non expirés..$138,565 59
Réservé pour pertes ajustées et non ajustées..... 44,659 55
Profits et pertes..... 12,930 96
$196,256 10

ACTIF
(A la valeur au marché.)

Comptant en mains.....$ 5,000 00
En banques.....$101,444 38
En bureau..... 8,616 10— $110,060 48
$10,000 bons consolidés de la Nlle-Orléans, émission Orgue-main)..... 106,300 00
$150,000 bons à prime de la ville de la Nlle-Orléans, y compris les anciens titres..... 192,000 00
$25,000 compagnie bons des Etats-Unis, 4 pour cent..... 29,250 00
$200,000 bons de la Louisiane 6 pour cent, consolidés..... 25,800 00
Prêts sur demande garantis par dépôts de titres actifs..... 18,965 00
Une action du capital de la N. O. Board of Trade..... 30 00
Une action du capital de la Cotton Exchange..... 125 00
50 actions de la N. O. Warehouse Co 500 00
Une action French Opera House Co..... 150 00
Un bon de la St Bernard Steam Engine Fire Co..... 50 00
Prime en cours de perception..... 65,731 62
Meubles, accessoires, coffre-fort, etc..... 2,000 00
$545,096 10

PASSIF.

Capital-actions	$200,000 00
Fonds de réserve	60,000 00
Dividendes non payés	849 00
Réservé pour risques non expirés	138,565 59
Réservé pour pertes ajustées et non ajustées	44,659 55
Balance (non compris le dividende de juillet 1891)	320 96
	$545,096 10

L'état ci-dessus est une copie exacte et conforme des livres de la Compagnie.

ERNEST MICHEL, Président.
SCOTT MCGEHEE, Secrétaire.

Fait et signé sous serment ce vingt-neuvième jour de janvier 1892.

M. F. LUZENBERG, notaire.

138 rue Gravier.

Nous, membres du Comité de Censure de la Southern Insurance Company of New Orleans, certifions par le présent, après un soigneux examen de l'actif de la compagnie, que l'exposé ci-dessus en représente correctement les affaires.

(Signés): FRANK ROBIN.
THOS. J. WOODWARD.
JOS. SCHWARTZ.
F. Q. REMY.
F. H. MERGE.

A une réunion du Conseil de Direction de cette Compagnie, tenue ce jour, il a été résolu de déclarer un dividende semi-annuel de QUATRE POUR CENT.

SCOTT MCGEHEE, Secrétaire.

Nlle-Orléans, Les, 19 janvier 1892.
20 janv—1m

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIFF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Barbe & Thompson vs. John Shay.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans. No 19,980.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Ecossais, No. 72 et 74 rue St-Charles, entre les rue Gravier et et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 27 février 1892, à midi de la propriété ci après décrite, à savoir:

Une certaine portion de terre, avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situés dans le septième district de cette ville dans l'Isle Nouvelle-Orléans, bornée par l'avenue Bayou Road, mesure quarante-six pieds de façade sur ladite avenue sur une profondeur de cent soixante-quatre pieds sur une ligne latérale et cent soixante pieds sur l'autre ligne latérale, et forme le coin de l'avenue Bayou Road et de la rue Roman.

Conditions—Comptant sur les lieux.

CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
26jan—25—fév—1 6 15 23 27

ANNONCE JUDICIAIRE.

Frédérich Lang vs. Mme Eva Hartmann, femme de E. L. Buttner, et E. L. Buttner.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 34,599.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan à la Bourse des Ecossais, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et Commercial Place dans le premier district de cette ville, le SAMEDI, 27 février 1892, à midi, de la propriété ci après décrite à savoir:

Une certaine portion de terre, avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent situées dans le Sixième District de cette ville, dans la partie nouvelle Faubourg St-Joseph, dans l'Isle bornée par les rues Claiborne (anciennement Live Oak), Amelia, Magasins et Constance (anciennement Live Oak) et mesurant soixante pieds de façade sur la rue Claiborne sur une profondeur de cent pieds entre lignes parallèles.

Conditions—Comptant sur les lieux.

CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
26jan—26 fév 2 9 16 23 27

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de propriété de valeur dans le Sixième District.

Jacob Von Horen vs Elizabeth Von Horen, femme d'Albert Bouche et al.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 19 375.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan à la Bourse des Ecossais, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre les rues Washington, Carondelet et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 27 février 1892, à midi, de la propriété ci après décrite, à savoir:

Une certaine portion de terre, avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situées dans le septième district de cette ville dans l'Isle Nouvelle-Orléans, bornée par l'avenue Esplanade, et mesurant soixante pieds de façade sur ladite avenue sur une profondeur de cent vingt pieds entre lignes parallèles.

Conditions—Comptant sur les lieux.

CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
26jan—26 fév 2 9 16 23 27

ANNONCE JUDICIAIRE.

The Citizens' Bank of Louisiana vs Mme Marie Gomille Prats et uxi.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 34,240.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan à la Bourse des Ecossais, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre les rues Bourgogne, Dauphine et Conti, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 13 février 1892, à midi, de la propriété ci après décrite, à savoir:

1° Une certaine portion de terre en morceau de terrain, située dans le premier district de cette ville, carré compris entre les rues Jalio, Cypress, Howard et Liberty, ayant les dimensions suivantes, savoir: cent cinquante pieds de façade à la dite rue Liberty, sur cent quatre-vingt pieds de profondeur entre lignes parallèles, le tout plus ou moins.

2° Une autre portion de terre située dans le dit carré, à l'angle nord-est de la rue Liberty et de celle Howard et cent soixante-trois pieds quatre pouces de façade sur la rue Howard, mesurant sur la ligne inférieure cent quatre-vingt pieds de profondeur, le tout plus ou moins.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations y élevées et dépendances et droits, passages, privilèges qui y appartiennent; lesdites propriétés étant aujourd'hui connues et désignées sous les numéros 1 et 2 de la section du fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane en nantissement et attachées à la dite créance.

3° Un certain terrain, situé dans le Second District, carré compris entre les rues Derbigny, Roman, Bienville et Conti, désigné par le No 2 sur un plan dressé par Dreux et Lavigne, le 29 août 1846, et déposé en l'Etude d'Adolphe Duverger, notaire en cette ville; lequel dit terrain mesure vingt-trois pieds un pouce, plus ou moins, de façade sur la dite rue Bienville, sur une profondeur de quinze pi ds six pouces, ensemble avec la bâtisse et améliorations y élevées, consistant en un magasin à triple étage, cuisine et autres accessoires, privilèges qui y appartiennent, et tous les droits, passages, privilèges qui y appartiennent et qui ont été acquis par la Banque des Citoyens de la Louisiane, à savoir: la somme de $7,340 00, et l'acquéreur assumera et tous les obligations d'un actionnaire de la Banque des Citoyens de la Louisiane sous sa charte et ses lois, et la balance s'il y en a dû, prix d'adjudication, comptant.

Sur la propriété dernièrement décrite.

Comptant, pour payer et satisfaire la réclamation du plaignant, soit la somme de mille cent quatre-vingt-seize dollars, montant de la dette du prêt de vente jusqu'à complet paiement avec intérêt à 10 pour cent par an de novembre 1876 et ce plus la somme de cent dollars, montant de contribution sur 104 actions de dit stock maintenant dû avec intérêt à 8 pour cent par an à compter du contribution de 1877 de $22.5 partir du 1er décembre 1877, et avec 8 pour cent d'intérêt par an sur les autres appels annels ou contributions de $208 chacun, qui deviendront dus le 1er décembre de chaque année à partir de 1891 à 1900 inclusivement, les appels portant le dit 8 0/0 d'intérêt à partir de la date de leur maturité, et les frais et charges de cette affaire et la vente, et les taxes de ville et d'Etat dues sur dite propriété dernièrement décrite.

L'acquéreur, en outre, assumera la vente de la dite dette du fonds capital hypothécaire des dites 104 actions qui sont aujourd'hui dues, mais dont paiement peut être demandé en vertu de la charte et des réglements de la Banque, savoir: la somme de sept mille dollars (7,000), et la somme de quatre-vingt mille (80,000), et l'acquéreur assumera toutes les obligations d'un actionnaire de la Banque des Citoyens de la Louisiane, en vertu de sa charte et ses lois, et le reste, s'il en est du prix d'adjudication comptant.

CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
11 janv—11 18 25—fév 1 6 13

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de la District pour la paroisse d'Orléans.—No 34,733 — Division A — Henry E. Gianelloni vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Considérant que par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est par le présent ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant W. O. Hart, notaire, le 20me jour de janvier 1892, à 11 heures A. M., de sorte que les biens de dit débiteur soient vendus, disposés et transférés par lui aux fins susdites, dépouvait devant être faites en affaires, et qu'un syndic soit nommé; que la décharge de dette demandée par le débiteur soit différée jusqu'à ce que les créanciers aient déterminé quelle disposition sera faite de l'actif et dessa vendus, constatant actuellement des propriétés sous hypothèque et vendre à l'encan; que le même vote sur quels termes et conditions et sujets à quelles provisions, parailles ventes sera faites; et de même ce que parailles ventes et dispositions considérées justes et nécessaires; et que dans l'intervalle toutes procédures contre la personne et les biens du débiteur soient suspendues. Et il est de plus ordon